

L'exacerbation de la violence chez les jeunes aujourd'hui. Comment l'analyser, la prévenir et comment la traiter ?

Xavier Lemoine & Père Jean-Marie Petitclerc

*Présentation*¹

Nous avons la chance d'accueillir ce soir deux intervenants d'une grande densité personnelle et qui ont tous les deux une forte expérience de « la pâte humaine ». Ils se connaissent bien, ils ont eu l'occasion de travailler ensemble pour le bien commun.

Né en 1960, **Xavier Lemoine** est marié et père de 7 enfants. Depuis 2002, il est maire de Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, où par trois fois il a été réélu dès le premier tour, en 2008, en 2014 et en 2020. Il est en outre vice-président Finances du Territoire Grand Paris Grand Est (385.000 habitants), président du Groupement hospitalier Intercommunal Le Raincy/Montfermeil, etc.

Parmi les étapes assez éclectiques de votre formation, je citerai le brevet d'Officier Chef de Quart de la marine marchande obtenu à Saint-Malo en 1982 ; votre diplôme à l'IRCOM sanctionnant l'Enseignement supérieur professionnel aux techniques et management de la communication en 1985-86 ; et le DESS en Management Stratégique des Entreprises que vous avez obtenu en 1999 à l'Institut de Contrôle de Gestion de Paris. Entretemps votre sens du bien commun avait fait de vous, en 1997, un Auditeur de la 130^{ème} Session Régionale - à Paris - de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale (IHEDN).

Mais votre formation la plus décisive, vous aimez le dire, ce sont ces huit années, de 1977 à 1985, où vous avez fait le tour du monde dans la Marine marchande. Une expérience professionnelle de plein vent, qui vous a fait découvrir la variété des êtres et des choses. Belle propédeutique à vos engagements municipaux, notamment, entre 1989 et 2002, comme chef de cabinet puis adjoint au maire de Montfermeil, Pierre Bernard, auquel vous avez donc succédé en connaissance de cause. En outre, vous avez été, de 2006 à 2013, membre puis vice-président du Conseil National des Villes, signe d'une ouverture aux autres et d'une expérience reconnue par vos

¹ Par Marie-Joëlle Guillaume, présidente de l'AES

pairs. On ne sera donc pas étonné d'apprendre qu'en 14 ans de mandat, vous avez été sollicité pour plus de 150 conférences à travers la France sur tous les sujets brûlants qui sont – si j'ose dire – le pain quotidien de vos responsabilités. L'Académie, ce soir, ne fera pas exception.

Jean-Marie Petitclerc ne vous le cède en rien pour l'originalité du parcours de base, puisque, aujourd'hui prêtre salésien de Don Bosco, il est entré dans la vie comme ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique et que son diplôme suivant fut celui d'Educateur Spécialisé diplômé d'Etat en 1978, avant un master en Sciences de l'Education en 1979.

Cher Père, vous avez donc débuté votre carrière d'éducateur spécialisé en 1978, en fondant un club de prévention spécialisée à Chanteloup les Vignes (Yvelines). A partir de 1984, vous avez dirigé durant une dizaine d'années, en Normandie, un foyer d'adolescents en difficulté habilité par le Ministère de la Justice.

Vous êtes rappelé par le maire de Chanteloup les Vignes lors des émeutes urbaines de 1991, et c'est alors que vous lancez la mise en œuvre de la médiation sociale et que vous fondez l'association pour la Promotion des Métiers de la Ville. Vous fondez également, en 1995, sur la Dalle d'Argenteuil, *Le Valdocco*, Association de prévention œuvrant dans le cadre de la politique de la ville, qui est aujourd'hui présente dans 12 quartiers sensibles - vous en avez assuré la direction générale jusqu'en 2015.

Vous avez été également membre du Conseil National des Villes (de 2003 à 2007), membre du comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU² (de 2004 à 2007), et chargé de mission auprès du ministre du Logement et de la Ville (de 2007 à 2009). Depuis 2016, vous coordonnez le réseau Don Bosco Action Sociale, qui fédère une centaine d'établissements et services œuvrant sur l'ensemble du territoire auprès de jeunes en difficulté, en se référant à la pédagogie de Jean Bosco.

Vous avez écrit plusieurs ouvrages sur le thème de la violence. Je citerai entre autres : *La violence et les jeunes* (Salvator 1999) ; *Les nouvelles délinquances des jeunes* (Dunod 2001) ; *Enfermer ou éduquer* (Dunod 2004) ; *Mon combat contre la violence* (Bayard 2005) ; *Pour en finir avec les ghettos urbains* (Salvator 2009) ; *Promouvoir la médiation sociale* (Salvator 2011) ; *Prévenir la radicalisation des jeunes* (Salvator 2017).

Communication de Xavier Lemoine

Ce ne sont pas directement des propos sur l'éducation des jeunes que je partagerai avec vous ce soir : je ne suis pas un éducateur spécialisé comme Jean-Marie Petitclerc. Mais je vais vous parler de mon expérience de maire, vue sous l'angle des conditions extérieures de la dignité des personnes

² Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

et des familles qu'il faut mettre en place pour un accompagnement éducatif efficace. Je partirai de la perception que j'ai pu avoir des besoins, et j'évoquerai le résultat des efforts accomplis par la municipalité.

Quelques éléments factuels

Comme cela vous a été dit, je suis maire de Montfermeil en Seine Saint-Denis. Pour ceux qui ne connaissent pas bien la Seine Saint-Denis ni Montfermeil, je précise que nous avons 40 nationalités dans la commune. Comme dans les communes voisines, nous nous sommes trouvés face à la pauvreté matérielle des familles, aux ancrages culturels venus d'ailleurs. La non-maîtrise de la langue française a été un problème pour ces familles, de même que la difficulté à comprendre des codes sociaux qui diffèrent des coutumes de leur pays d'origine. Le phénomène est accentué par la pression communautaire qui s'exerce *via* la pénétration des médias satellitaires propres aux pays d'origine. Si vous y ajoutez les réseaux sociaux, cela engendre un climat général très prégnant, mais que l'on a tendance, de l'extérieur, à sous-estimer grandement. On ne se rend pas compte de ce que représentent tous ces messages qui entrent à haute dose dans les domiciles. Il s'agit véritablement d'un bain d'appréciation spécifique des événements du monde - une bulle culturelle. Avec la crise économique, on assiste de surcroît au resserrement des solidarités intra-communautaires (comme lors du Covid). Cela évite certes des drames humains, mais cela aboutit aussi au fait que les gens sont sectorisés par communautés distinctes. Un véritable contrôle social est exercé dans les quartiers. Enfin, il y a la place de l'islam, dont l'action s'exerce à travers différents vecteurs humains et livresques qui lui sont propres, dans des associations culturelles et culturelles où les jeunes sont pris en charge.

Avant la politique de la ville mise en place par Jean-Louis Borloo en 2003, il y avait à Montfermeil de nombreux bidonvilles verticaux, c'est-à-dire des tours et des barres dans un état de saleté et de vétusté repoussant, avec une suroccupation des locaux. Grâce à Borloo et à l'ANRU, 350 millions d'euros ont été investis à Montfermeil pour démolir et reconstruire 1000 logements, réaliser 500 réhabilitations de logements et se doter de quelques équipements publics. C'était indispensable pour commencer à rendre aux gens leur dignité et leur fierté. Des difficultés persistaient néanmoins : violences faites aux femmes et violences conjugales ; nombreux trafics, voulus par certains et subis par d'autres du fait d'une situation de vulnérabilité ; parents absents, chargés de travaux harassants parfois très loin de leur domicile, en horaires décalés ; d'où des jeunes livrés à eux-mêmes, enchaînant les rixes et les délits : on a vu certains délinquants récidivistes jusqu'à 50, 60, même 80 interpellations. Les mamans, dévouées pourtant, n'arrivaient pas à faire face. D'ailleurs beaucoup d'entre elles étaient isolées, en situation irrégulière, sans carte de séjour

(ce n'est plus le cas. Aux Bosquets, tout le monde a aujourd'hui une carte de séjour). Ajoutez à cela la polygamie : qui peu avant l'an 2000 à Montfermeil concernait 45 familles polygames, avec 550 enfants.

Il y a une quinzaine d'années, on comptait encore 200 voitures brûlées par an, et 200 vols à l'arraché. En plus des émeutes de 2005, dont Montfermeil et Clichy-sous-Bois étaient l'épicentre, nous pouvions connaître des pics de violence où toutes les vitrines du centre-ville avaient été brisées. Nous étions alors la 5^e ville la plus délinquante de Seine Saint-Denis, une ville fracturée, avec une hostilité intercommunautaire et un échec scolaire très important : un grand nombre de jeunes faisaient carrière dans la délinquance...

Lignes d'action de la municipalité

Notre sujet de ce soir est l'exacerbation de la violence chez les jeunes aujourd'hui : comment l'analyser, la prévenir, et comment la traiter ? Il me semble que ce que nous avons fait à Montfermeil pour rendre dignité et fierté aux personnes et rétablir la place des institutions permet de bien situer la réponse. Je commencerai par là. Et d'abord, je viens de vous parler des actions réalisées dans le cadre de l'ANRU. C'est très important, mais il faut bien voir que si la grande qualité de l'urbanisme, l'architecture et l'espace public sont un préalable à tout, ils ne sont en rien suffisants. Les trois doivent fonctionner ensemble, sinon l'on ne peut rien faire : quand vous vivez dans des taudis, que tout est moche autour de vous, les paroles et l'action publique n'ont aucun crédit à vos yeux. Jean-Louis Borloo a voulu l'ANRU pour repartir sur du beau, et c'était nécessaire ; on regagne de la crédibilité. Mais ce n'est pas cela qui va éduquer les gamins et leur faire aimer la France. Il fallait néanmoins rétablir la crédibilité des institutions, puis poursuivre par des politiques éducatives et culturelles.

Ici, je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'il y a une grande différence entre maintien de l'ordre et tranquillité publique. Si les institutions sont défaillantes, si les habitants se sentent abandonnés, et que par ailleurs la délinquance est forte, les habitants lui font allégeance par réflexe de survie, et ce sont donc les délinquants qui assurent l'ordre. C'est cette logique qu'il fallait casser. Quand en 2006, à trois reprises on a mis le feu à mon domicile et que trois de mes enfants ont été agressés dans la rue, la crédibilité des institutions était en jeu. Nous avons mis les moyens pour qu'elles l'emportent, et les gens ont vu que je restais. Du jour au lendemain, la population s'est détournée de la délinquance.

Mais au-delà du maintien de l'ordre, les institutions devaient également agir dans le domaine éducatif et culturel. Face à la non-maîtrise par les parents de la langue française, et plus encore l'ignorance des us et coutumes de notre société, nous avons mis en place des cours de

langue. Ces cours sont “cousus main” pour permettre aux personnes qui les suivent de passer du “nous” communautaire au “je” personnel, pour leur donner de la liberté. Cela ne les change pas, mais ils ont désormais des outils pour se mouvoir plus facilement dans leur environnement. Et l’on combat efficacement l’échec scolaire qui provenait de l’incapacité pour les parents d’établir une relation avec l’institution scolaire. Nous travaillons aussi sur l’enracinement culturel, avec des visites de villes et de monuments. A Chartres, on va visiter le musée des Beaux-Arts... mais il y a aussi la cathédrale. De même à Amiens, quand nous les emmenons voir les hortillonnages, ou à Reims, quand on s’intéresse au champagne, il y a de belles cathédrales à découvrir en même temps, et c’est l’occasion de familiariser les visiteurs avec notre patrimoine chrétien. On va aussi au Puy du Fou, etc.

Dans le cadre civilisationnel, nous insistons aussi sur trois éléments qui pour nous ne sont pas négociables : l’égalité dignité entre homme et femme ; la laïcité entendue au sens de la distinction et non de la séparation entre l’ordre spirituel et l’ordre temporel - distinction qui assigne donc à chacun de ces ordres ses propres compétences et prérogatives ; le régime de séparation en vigueur, s’apparente davantage à une forme d’athéisme déguisé - ; la liberté de conscience, enfin, car il n’y a pas d’amour ni de fraternité qui soient possibles sans liberté. J’ajoute le respect de la loi naturelle. Face à la théorie du genre, etc., même si les fondamentaux ne sont pas les mêmes, les familles de culture, d’origine et de religion différentes ont des attentes similaires aux nôtres. On peut être d’accord sur certains sujets.

Réussite scolaire et parentalité

Il est important de rappeler que les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants. Mais ils ne sont pas les seuls, et il faut éviter qu’il y ait des contradictions entre les acteurs éducatifs. Il y a donc nécessité d’articuler les manières de faire, grâce à un programme d’action publique. D’où l’effort de la municipalité pour donner cohérence aux diverses actions des institutions, de la crèche à la Mission Locale, en faisant en sorte qu’elles tiennent le même discours. Sur la commune de Montfermeil, nous proposons par le PEL (Projet Educatif Local) de grandes orientations communes aux acteurs éducatifs. Ces orientations comportent des actions éducatives pour les enfants, mais aussi des actions à destination des parents (je pourrai y revenir lors de notre échange de vues). Le PRE (Projet de réussite éducative), par exemple, est une déclinaison du PEL. Il s’agit d’affirmer la cohérence de la sphère des adultes, la convergence des institutions, et d’apporter une aide et un accompagnement assortis tant aux enfants qu’aux parents en fonction des situations, grâce notamment à des réunions pluridisciplinaires.

La première école Espérance-Banlieues - le Cours Alexandre-Dumas - a été créée à Montfermeil dans cet esprit. Trois enjeux ont présidé à sa création : d'abord le cas des « bouffons », ces élèves qui sont premiers de classe et que leurs camarades désignent par ce terme méprisant parce qu'en travaillant bien ils font allégeance au pays d'accueil. Ensuite, le cas des « agités », plus ou moins gravement. Ce sont souvent des gamins espiègles, malins, qui ont besoin de comprendre le "pourquoi" avant le "comment" et qui s'agitent parce qu'ils s'ennuient (ils me rappellent mon expérience personnelle au collège...). Enfin, la fracture sociétale à l'école : avec la mise en place de la théorie du genre, les enfants ne venaient plus à l'école, c'était l'école à la maison ; et les parents voulaient acheter des terrains pour faire des écoles coraniques. Les trois enjeux étaient trop graves pour ne pas chercher à y répondre. Pendant 8 ans, cette école a très bien fonctionné, et son existence a été pour la ville une occasion de repenser l'ensemble de ses politiques éducatives avec en effet des résultats positifs notables au bout de quelques années. Les parents ayant repris confiance en les institutions, les enfants Montfermeillois ont ainsi repris le chemin de l'école publique. Par ailleurs, le mode de financement de cette école entièrement à la charge de la Fondation Espérance Banlieues sans possibilité de contributions locales n'a pas permis de la maintenir. Mais sa fécondité demeure.

Quant aux moyens dont nous disposons pour prévenir la délinquance juvénile nous disposons d'une forte organisation partenariale autour du Maire, du Procureur, du Commissaire, de l'ASE, de l'APJJ, des Clubs de prévention, des bailleurs sociaux et des transporteurs. Ces différentes entités peuvent de surcroît être représentées par plusieurs de leurs services spécialisés (brigade des mineurs, Délégué de la Cohésion Police-Population, Réussite Educative, service jeunesse, etc.). Lors de ces réunions partenariales, y sont regardés tant les actes ayant reçu une qualification pénale que les actes plus anodins, infra-pénaux, mais néanmoins indicateurs d'une dérive dans le comportement. Pour ce dernier dispositif qui intervient donc aux premiers signaux et mobilise le jeune concerné et sa famille, il est extrêmement rare que nous retrouvions ces jeunes pour d'autres actes de délinquance par la suite.

S'il y a 15 ans nous étions en termes de niveau scolaire dans le dernier tiers de la Seine-Saint-Denis et l'une des villes la plus insécure du Département, à ce jour notre niveau scolaire se situe dans le premier quart et nous sommes l'une des villes les plus sécurisées. C'est le résultat de toutes ces actions conjuguées.

Justice, police, mixité des populations : quelques réflexions

Une petite plaisanterie pour commencer - vous la connaissez sans doute : « Quand la police se trompe, c'est une bavure ; quand la justice se trompe, c'est une jurisprudence ». Il y a

eu une période où j'intervenais régulièrement à l'Ecole nationale de la Magistrature, et je commençais mon propos ainsi : « Je vais vous expliquer comment j'ai appris à me passer de vous ». Effet garanti... Mais il est vrai que souvent la réponse pénale ne fait pas son office, elle vient trop tard, elle est insuffisamment réactive ou crédible. Si elle intervient sur les premiers faits, c'est bien. Ensuite, elle peut être disproportionnée. J'avoue qu'un jour je me suis dit : "je renonce à comprendre comment marche la justice"...

Quant à la police, il est important que son intervention soit juste, sur des faits avérés, et proportionnelle aux faits. Je suis attentif à la qualité de l'intervention, il faut vraiment qu'elle soit juste et ajustée. Si c'est le cas, la police est respectée, elle peut opérer sans difficulté. Autrement, c'est sans fin, ça dégénère. Il m'est arrivé de demander à un commissaire de ne pas faire entrer les CRS aux Bosquets, car une bavure la veille avait mis le feu aux poudres. Je lui ai dit que je faisais mon affaire du maintien de l'ordre et que je pouvais le faire moi-même. Grâce au procureur-adjoint fort heureusement également présent sur les lieux, connaissant bien la situation locale et qui m'a soutenu, ça a marché. La colonne a fait demi-tour et nous avons tenu calme la cité jusqu'au bout.

En cette année 2025, les émeutes de 2005 auront 20 ans. Je vous parlerai tout à l'heure, si vous le souhaitez, d'une action entreprise à Montfermeil qui a permis la réconciliation et le rayonnement de la ville après ces émeutes, le *Défilé Culture et Création*. Il s'agissait de susciter par une bien meilleure connaissance des personnes et des communautés entre elles un sentiment de reconnaissance par l'enrichissement permis par ces contacts culturels qui, partant des particularités de chacun, parvenaient par la suite à un travail commun autour de grandes œuvres ou réalités de notre culture. Ce n'est pas la seule action que nous avons mise en place. L'objectif est vraiment d'*être* ensemble. Par exemple, pour faciliter la mixité des populations, nous avons pensé l'accueil de la petite enfance de la commune non plus par quartier mais par numéros pairs et impairs de la ville. Au départ, il y a eu un mécontentement dans certains quartiers. Mais par la suite, les parents se sont rendu compte que les enfants des autres quartiers étaient des enfants comme les autres.

Toutefois, je ne voudrais pas vous induire en erreur en paraissant avoir trouvé la pierre philosophale. Des actions ont été menées qui ont eu des effets, mais compte tenu de la situation globale de la France dans nos quartiers, avec des flux migratoires pas du tout maîtrisés, tout cela n'est pas à l'échelle... Je suis heureux de l'avoir fait. Mais nous devons faire face à des défis croissants. Et cela casse de tous les côtés.

Des défis croissants

De plus en plus, il y a une rupture de confiance vis-à-vis de la société occidentale, car on ne cesse d'en rajouter dans les aspects sociétaux (constitutionnalisation de l'avortement,

éducation sexuelle à l'école, PMA, euthanasie, etc.). Une bonne partie de notre population fait sécession. Ils ne s'y retrouvent plus. Ils sont dans un monde de défiance et en quête de protection. Beaucoup me confient leur désarroi.

Dans nos crèches, nos classes, nos centres de loisirs, on observe un nombre croissant de troubles autistiques, cognitifs, troubles de la personnalité, souvent graves. Ils viennent perturber nos institutions qui ne sont plus en capacité de gérer les accompagnements très soutenus qu'ils nécessitent. Nos propres personnels sont dépassés. Chez les adultes comme chez les enfants, la santé mentale est en danger. C'est une plaie notamment dans le logement social et à l'hôpital.

On assiste aussi au renforcement des agressions, des addictions, du stress, en raison du rôle joué par les réseaux sociaux. Il y a une explosion de la prostitution des mineurs. Les enfants de nos écoles, très jeunes ont un téléphone portable et accèdent à des images pornographiques...

Par ailleurs, nous arrivons à la date anniversaire des 20 ans des émeutes de 2005. Mais, il s'agit surtout de comprendre ce qui s'est réellement passé lors des émeutes de 2023. Elles n'ont plus rien à voir avec celles de 2005, par le mode d'organisation et par les acteurs qui y ont contribué. Il préexistait, au drame de Nanterre, une organisation et une logistique qui a pu immédiatement être déployée sur toute la France. A savoir, une logistique d'approvisionnement et de stockage des mortiers, puis des cocktails molotov, des émissaires en motos rapides pour collecter le renseignement opérationnel sur le terrain et des jeunes émeutiers organisés en équipes particulièrement mobiles et répondant à des logiques stratégiques et tactiques évidentes. Rien d'improvisé. Tout bien programmé. Nous avons dû faire face à Montfermeil à une centaine de jeunes, dont seuls 40 étaient de Montfermeil, les autres plus âgés et structurés venaient de loin. En revanche, nous avons eu la satisfaction de voir la population rester en dehors des émeutes et plus encore nous renseigner pour déjouer les pièges et les dangers qui nous menaçaient. Aujourd'hui, avec ce qui s'est passé en Israël et en Palestine, je ne suis pas sûr que cette barrière soit toujours en place. Car il ne faut pas croire que les seuls jeunes qui sont outrés de ce qui se passe à Gaza sont ceux qui vont défiler à la Bastille ou ailleurs avec LFI. Beaucoup de jeunes par ailleurs tranquilles ne supportent pas la manière dont les choses sont rapportées dans les médias. Aux élections législatives de juillet 2024 suivant la dissolution de l'Assemblée nationale, je me suis présenté aux législatives en candidat libre. Sur les marchés, les gens étaient heureux de me voir et me disaient leur attachement, notamment aux Bosquets. Je commençais à y croire. Or, dans le quartier des Bosquets, le candidat LFI a fait 87 %. Il a d'ailleurs été élu député de la circonscription. Le discours pro-palestinien de Mélenchon menace de tout emporter.

Communication de Jean-Marie Petitclerc

Tous aujourd'hui nous sommes stupéfaits, inquiets, voire angoissés, par cette montée du niveau de violence à laquelle nous assistons dans notre société française. Aucun lieu du « vivre ensemble » n'est épargné : la famille, l'école, la cité. Il ne se passe guère de semaine durant laquelle un ou plusieurs faits de violence extrême ne soient répercutés dans les médias, qu'il s'agisse de conflits familiaux, de guerre de clans autour de la conquête de points de *deal*, de refus d'obtempérer aux forces de l'ordre, qui se multiplient ces derniers temps.

Le constat du rajeunissement de l'âge des auteurs de ces violences est observable sur tout le territoire. En particulier, le phénomène des violences en bandes a régulièrement cru ces dernières années, avec une multiplication des affrontements entre jeunes de différents quartiers et une implication de très jeunes protagonistes. On assiste à une tendance à la provincialisation du phénomène qui, hier, ne concernait que les jeunes des grandes cités de banlieue, et qui, aujourd'hui, s'étend à l'ensemble du territoire, même rural, avec des rixes entre jeunes développant, via les réseaux sociaux, des rivalités pour des motifs divers, parfois futiles.

Il est possible d'aborder la question de la violence avec de multiples angles de vue : celui du politique, du juge, du psychologue... Il ne vous étonnera pas que je l'aborde du point de vue de l'éducateur que je suis.

Mon propos aura une double inspiration :

- celle liée à 40 années d'expérience professionnelle en qualité de directeur de foyers d'action éducative habilités par le ministère de la justice, l'un dans la banlieue de Caen, l'autre dans la banlieue de Lyon, ou d'équipes de prévention dans des cités de la banlieue parisienne (Chanteloup les vignes, Argenteuil) ou lyonnaise (Vaulx en Velin).

- celle liée à l'héritage de Don Bosco. Il peut paraître étonnant à certains que des éducateurs du XXI^{ème} siècle puissent encore aujourd'hui se référer à un pédagogue du XIX^{ème}. Le contexte socio-économique actuel et les conditions de vie de la jeunesse sont en effet bien différents de ce qu'ils étaient au temps de Jean Bosco.

Mais nos deux époques ont en commun de connaître d'importantes mutations sur le plan sociétal. Au temps de Don Bosco, on passait de l'ère rurale et paysanne à l'ère urbaine et industrielle. Et voici que nous passons de cette ère industrielle à une ère post-industrielle marquée par la révolution du numérique. Et nous ne sommes qu'au début de cette révolution, qui n'est pas, comme certains le croient, seulement d'ordre technologique mais est également culturelle, car nous

assistons aujourd'hui à une modification du rapport au temps (le « tout, tout de suite » qui caractérise le monde numérique), à l'espace (avec l'abolition des frontières), aux autres (soulignons la grande horizontalité des réseaux sociaux).

Dans un tel contexte de mutation, Jean Bosco était porteur de deux grandes intuitions, qui me paraissent tout à fait pertinentes pour notre aujourd'hui.

- Tout d'abord, lorsque la confiance s'estompe dans les grandes institutions (en son temps, il s'agissait des institutions liées à la monarchie, qui était en voie d'effondrement ; pour nous aujourd'hui, il s'agit des grandes institutions républicaines), Jean Bosco était convaincu que la capacité à transmettre, à éduquer serait beaucoup plus liée à la qualité de la relation éducateur / jeune qu'à la qualité organisationnelle du système institutionnel. Aussi nous lègue-t-il une pédagogie fondée sur la qualité de la relation éducateur/jeune. Il devinait déjà - et les faits lui ont donné raison - que l'exercice d'une fonction d'autorité serait de moins en moins lié au statut de la personne qui l'exerce (les jeunes d'aujourd'hui sont de moins en moins impressionnés par le statut de l'adulte qu'ils ont en face d'eux), et de plus en plus à la qualité de relation que l'adulte est en capacité de nouer avec lui. Autrement dit, on passe d'une autorité statutaire à une autorité relationnelle. Et pour faire autorité, encore faut-il que l'adulte soit crédible, autrement dit qu'il existe une cohérence entre le dire et le faire. Voilà pourquoi je ne cesse de dire aux politiques aujourd'hui que l'on n'assiste pas à une crise de l'autorité, mais à une crise de crédibilité des porteurs d'autorité.

- Deuxième intuition : Jean Bosco nous invite à décoder la violence comme symptôme de la faillite du système éducatif. Car n'oublions pas que la violence est naturelle. La manière naturelle de régler un conflit, c'est la violence. A est en conflit avec B, vous supprimez B : le conflit est réglé. Ce qui n'est pas naturel et est le fruit de l'éducation, c'est la convivialité et la paix. La capacité d'établir une relation pacifique avec celui qui ne partage pas les mêmes convictions, les mêmes objectifs que moi, cela n'est pas inné : cela s'apprend. Autrement dit, ce problème de la violence des jeunes, si médiatisé aujourd'hui dans notre société, n'est pas à considérer uniquement comme un problème de jeunes, ainsi que je l'entends dire trop souvent. Il s'agit peut-être d'abord d'un problème d'adultes. La véritable question à se poser est celle-ci : comment se fait-il que les adultes aujourd'hui rencontrent plus de difficultés qu'autrefois à apprendre à la jeune génération à gérer son agressivité et à réguler sa violence ? Combien ai-je pu observer des faits de violence commis par des adolescents pouvant s'interpréter comme signifiant leur incapacité à gérer la frustration liée au « non » prononcé par l'adulte, à la limite posée par celui-ci. Mais gérer la frustration n'est pas inné : cela s'apprend. Et n'est-ce pas en effet aux adultes qu'il incombe d'apprendre à l'enfant qui grandit à gérer ses frustrations ? Combien ai-je pu observer de faits de violence commis par des adolescents

pouvant s'interpréter comme signifiant leur incapacité à maîtriser leur agressivité. Mais là encore, maîtriser son impulsivité n'est pas inné : cela s'apprend. N'est-ce pas aux adultes qu'il revient d'apprendre à l'enfant qui grandit à maîtriser son agressivité, afin qu'elle ne se transforme pas en violence ? N'est-ce pas aux adultes qu'il revient d'apprendre aux enfants, aux adolescents tous les moyens qu'ont inventés les sociétés depuis des siècles pour gérer les conflits sans recourir à la violence : la conciliation, la médiation, l'arbitrage, le recours à la justice... ?

Arrêtons-nous maintenant sur les raisons qui peuvent pousser un jeune à adopter un comportement violent. Oh, entendons-nous bien ! Il s'agit de chercher à comprendre, et non pas d'excuser. Tout acte de violence est condamnable.

Mais, comme le dit si bien Edgar Morin, « C'est une faiblesse intellectuelle extrêmement répandue de considérer que l'explication est une justification. Il est inexcusable de refuser de comprendre de peur d'excuser. » Le but de la démarche de compréhension, loin de chercher à excuser, consiste au contraire à permettre l'élaboration de réponses pertinentes en termes de prévention.

Je vous propose une grille de lecture des comportements violents, en distinguant trois modes :

1. La violence comme mode d'expression de la colère et de la souffrance
2. La violence comme mode d'affirmation de soi auprès de l'entourage
3. La violence comme stratégie d'action pour obtenir ce que l'on souhaite

La violence comme expression de la colère et de la souffrance

La violence est souvent le mode d'expression d'une souffrance. Très souvent derrière le jeune le plus violent se cache le plus souffrant. Et c'est une souffrance qui n'arrive pas à s'exprimer. Une étude menée dans les quartiers de mineurs des grandes prisons d'Île-de-France a montré que la moyenne du vocabulaire des jeunes incarcérés tournait autour de 600-700 mots. C'est bien peu ! Et il s'agit principalement d'un déficit du langage émotif. Vous savez que le langage a une triple fonction - je parle du langage du quotidien, pas du langage philosophique ni du langage théologique. Il y a la fonction descriptive, où je me sers du langage pour décrire, par exemple : « Je suis dans une salle éclairée ». Il y a la fonction performative, où je me sers du langage pour parler de mon action, par exemple : « Je vous parle, vous m'écoutez ». Et puis il y a la fonction émotive, où il s'agit de partager son ressenti, par exemple : « J'ai plaisir à vous partager mon expérience d'éducateur, j'ose espérer que vous ne vous ennuyez pas trop ». Mes quarante années de pratique du métier d'éducateur spécialisé m'ont fait découvrir que les jeunes les plus violents sont en quelque sorte des « handicapés » du langage émotif. C'est d'ailleurs une violence plus fréquemment observable

chez les garçons que chez les filles : même si la montée de la violence chez les filles nous préoccupe aujourd'hui, rappelons que 90% des cas de violence traités par les tribunaux pour enfants sont le fait de jeunes garçons. Pourquoi ? Parce que dans la culture de la cité, la seule manière pour un garçon de montrer qu'il ne va pas bien sans fragiliser son image, c'est de casser ou d'agresser. Moi, personnellement, quand je me promène sur un trottoir, je ne me sens pas agressé par un abribus au point de vouloir le démolir. Si vous vous sentez agressé par un abribus au point de le démolir, en posant ce geste, vous manifestez à tout le monde que vous n'allez pas bien. Mais vous le faites sans fragiliser votre image. C'est important, parce que dans la culture qui règne dans ces quartiers, un homme qui pleure, c'est un lâche. Une fille qui pleure, c'est une qualité, elle est émotive, mais pour le garçon, la seule manière d'exprimer sa souffrance sera le recours à cette violence, qu'on peut décoder parfois comme une sorte de langage en actes.

Deuxième type de violence : la violence d'affirmation de soi.

C'est une manière de dire : « J'existe, vous êtes obligés de tenir compte de moi ». Et ça marche. Je me souviens : j'étais directeur d'un foyer, je reprenais un jeune dans mon bureau suite à un écart, il faisait la tête, il boudait et partait dans sa chambre. J'en reprenais un autre, il sortait en claquant la porte de mon bureau et commençait à casser tous les carreaux de l'institution. En fait c'est mon attention qu'il cherchait à travers ce geste. On le voit dans certaines écoles, l'élève violent va être capable de mobiliser l'attention de tous les adultes. Et on découvre - des études canadiennes nous le montrent - que très souvent le jeune violent est un jeune qui a une très faible estime de lui-même. Lorsque j'arrive dans ma tête à penser que la seule manière de me prouver que j'existe, c'est d'écraser l'autre, c'est que je suis bien à la peine pour me faire reconnaître pour mes propres talents. D'ailleurs, on le voit à l'école, la plupart des faits de violence sont commis par des jeunes qui ne réussissent pas dans leur travail scolaire. Le jeune qui réussit à l'école est suffisamment gratifié par les bonnes appréciations de son bulletin : il n'a pas besoin de recourir à la violence pour se prouver qu'il existe. Mais le jeune sensible, qui est attaqué dans son estime de soi par la stigmatisation de ses échecs, a effectivement tendance à pouvoir utiliser la violence.

Le troisième scénario : la violence comme mode d'action.

Là, c'est autre chose. En substance : j'utilise une stratégie d'action qui va me permettre d'obtenir ce que je ne pense pas pouvoir obtenir par d'autres moyens. On l'a vu, lors des violences urbaines de Juin 2023, les pillages qui s'ensuivirent n'avaient en réalité pas grand-chose à voir avec la mort de Nahel. Il s'agissait d'une stratégie d'action qui permettait effectivement de piller et voler.

Un petit mot sur ce que je qualifierais d'*hyper-violence*. Car ce qui est nouveau dans notre société aujourd'hui, ce n'est pas tant la violence, elle a toujours existé ; comme dans *La Guerre des Boutons*, les rixes entre bandes de jeunes au seul motif qu'ils n'appartiennent pas au même territoire, ça s'est toujours vu. Ce qui est nouveau, c'est le déploiement d'une violence sans limites. Au début de mon travail d'éducateur de rue, dans les années 1970, lorsque dans une bagarre un jeune était à terre, on avait gagné, point barre. Mais dans le fait de continuer à lui donner des coups, de le lyncher, parfois jusqu'à la mort... Là, il y a quelque chose qui est nouveau. Je parlerais alors d'*hyper-violence*, quand il n'y a plus de limites. Pierre Cardo parlait de ces jeunes en disant : « Ce sont des jeunes sans espoir, sans repères, sans limites ». Les jeunes hyper-violents, on peut les qualifier ainsi, comme l'agresseur de la petite Louise ces jours derniers.

Des jeunes sans espoir : j'ai bien aimé ces propos de notre pape François, dans sa bulle d'indiction de l'année jubilaire :

« Il est triste de voir des jeunes sans espérance. Lorsque l'avenir est incertain et imperméable aux rêves, lorsque les études n'offrent pas de débouchés et que le manque de travail ou d'emploi suffisamment stable risque d'annihiler les désirs, il est inévitable que le présent soit vécu dans la mélancolie et l'ennui. L'illusion des drogues, le risque de la transgression et la recherche de l'éphémère créent, plus en eux que chez d'autres, des confusions et cachent la beauté et le sens de la vie, les faisant glisser dans des abîmes obscurs et les poussent à accomplir des gestes autodestructeurs. »

Au contraire, lorsqu'un adolescent est porté par un projet d'avenir, il adopte une conduite qui va lui permettre de réaliser ce projet. Il s'interdira des écarts qui pourraient le contrecarrer. Un adolescent qui rêve de travailler à la gendarmerie, par exemple, évitera toute inscription dans son casier judiciaire. Quand on a un projet, on adopte des conduites en conformité avec la mise en œuvre de ce projet. Quand on n'a absolument pas de projet, et c'est le cas de ces jeunes hyper-violents, il n'y a rien à perdre ! Certes, on risque d'aller en prison. Mais entre la vie de galère dans son quartier et la vie dans une cellule de prison, la différence n'est pas si grande. D'ailleurs, on peut se faire aussi des copains en prison.

Des jeunes sans repères : il me semble que la difficulté principale des jeunes de ces quartiers, dont Xavier a si bien parlé, c'est que tous les jours ils passent par trois lieux, la famille, l'école, la cité, chacun de ces lieux étant marqué par une culture différente. Il y a la culture familiale, empreinte des traditions des pays d'origine ; la culture scolaire, empreinte des traditions républicaines, les "valeurs de la République" comme on dit aujourd'hui ; et puis cette culture du quartier qui est fondamentalement devenue une culture de l'entre-pairs, de l'entre-jeunes, les adultes ayant un peu déserté l'espace public, une culture largement renforcée aujourd'hui par les réseaux sociaux. Or le travail social classique en France est très cloisonné : des éducateurs interviennent dans la famille, d'autres interviennent dans l'école, d'autres sont éducateurs de rue. Or on sait que le comportement

de l'enfant peut être très différent s'il se situe au sein de la fratrie, s'il se situe au sein d'un groupe encadré par des adultes, avec toute la question du rapport à l'autorité, ou s'il se situe dans une bande sans aucune présence adulte. Le projet du Valdocco, (association que j'ai fondée en 1995 sur la dalle d'Argenteuil, un quartier qui avait été traumatisé par la violence des émeutes urbaines du début des années 90) repose sur l'importance de rejoindre l'enfant ou l'adolescent dans ses trois champs de vie ! Notre concept de base, c'est celui de la « médiation famille-école-cité ». En effet, dans chacun de ces milieux de vie, des adultes font référence, qu'on le veuille ou non : les parents dans la famille, les enseignants à l'école, les aînés dans la rue. Or le côté un peu dramatique parfois, c'est que ces trois catégories d'adultes qui transmettent des repères, souvent s'ignorent, voire même se discréditent. Ainsi, des enseignants nous disent : « Si je n'arrive pas à faire cours, c'est la faute aux parents ; avec ces parents démissionnaires, que voulez-vous que je fasse ? ». Et de leur côté des parents nous disent : « Qu'est-ce que c'est que ces enseignants d'aujourd'hui ? Ils se disent professionnels de l'éducation et ils ne sont même pas capables d'assurer la discipline du groupe-classe. Moi, j'envoie mon gamin à l'école pour qu'il apprenne, il revient, il ne sait rien ! Ça ne sait pas faire son métier, et ça veut nous donner des conseils. ». Et puis, il y a des aînés qui disent : « A quoi ça sert d'être chômeur Bac + 5 ? On a des idées pour le chômeur Bac - 5 que tu es aujourd'hui, rejoins mon réseau d'économie parallèle ! ». Je me souviens de cet adolescent, qui quelques jours après la mort de Samuel Paty, me confiait : « Ce qu'on me dit à l'école, Jean-Marie, c'est l'inverse de ce que me disent mes parents ; qui croire ? ». S'il n'y a pas quelque part des adultes capables de connaître le discours qui est tenu en famille, le discours qui est tenu à l'école, le discours qui est tenu par les copains, qui aidera le jeune à élaborer ses propres repères ? On voit donc beaucoup de jeunes qui grandissent sans repères et lorsqu'il n'y a ni espoir, ni repère, alors il n'y a plus de limites au débordement de la violence.

On pourrait ajouter ici un petit mot sur l'usage des écrans, qui a aussi son importance dans l'évolution à laquelle nous assistons. Je voudrais dire que le problème de la violence en lien avec les écrans, ce n'est pas tant la violence en elle-même, c'est le fait que sur l'écran, on voit une violence sans souffrance. On ne voit jamais ni la souffrance de la victime, ni la souffrance de l'entourage de la victime. « Pan, t'es mort » et on passe à autre chose... Or ce qui différencie le virtuel du réel, c'est bien sûr la place de la souffrance : dans le réel la violence est cause de souffrance, et c'est la perception de cette souffrance qui peut faire barrage au déploiement de la violence. Mais ce qui est terrible avec les écrans, pour certains jeunes qui sont devenus *addicts*, c'est qu'ils provoquent une déconnexion entre la violence et la souffrance. C'est la perte d'empathie. Ce phénomène m'a frappé lors de plusieurs agressions mortelles rapportées dans les médias ces derniers temps. L'usage des écrans peut se révéler être destructeur d'empathie. Souvenons-nous de cette rixe dans le 14^e

arrondissement de Paris où des jeunes ont été capables de lyncher un adolescent à mort, sans la moindre empathie. Ils déploient leur violence dans le réel comme ils la déploient dans le virtuel des jeux vidéo, dans le virtuel. Ce n'est pas l'écran en lui-même qu'il faut incriminer, mais il est important de voir combien il s'agit d'être vigilant face à cette déconnexion entre violence et souffrance. On voit ainsi des jeunes se bagarrer avec à côté un adolescent qui filme : il n'intervient pas, il filme. Cela veut dire qu'il existe chez lui une déconnexion : il interprète le réel comme étant un bon support pour les images qu'il diffusera sur les réseaux sociaux. Je pense aussi à cette mère de famille qui a filmé une institutrice en train de gifler un enfant, mais qui n'est pas intervenue. En pareil cas, on pourrait peut-être s'interposer ! Mais non, on filme, et l'on balance l'image sur les réseaux sociaux.

Comment prévenir et réguler ?

Le but de ces considérations ne consiste pas à philosopher sur la violence, mais à pouvoir dégager des pistes pour une meilleure prévention et régulation. A mon avis, on peut élaborer une politique éducative autour de trois axes.

i. Le premier consiste, bien sûr, à favoriser l'expression : développer un climat d'écoute de ces jeunes. Ayons bien conscience que dans le dialogue éducatif, le plus difficile est toujours d'écouter. En effet, quand je parle, je partage mon point de vue, je partage ma manière de ressentir les choses, mais lorsque j'écoute, je suis obligé de me décentrer pour appréhender le point de vue de l'autre, qui peut être différent du mien, son ressenti, qui lui aussi peut être différent. Je ne suis, pour ma part, capable d'aider un adolescent à sortir de la drogue que si j'ai compris pourquoi il se droguait. Tant que je n'ai pas compris, mon seul discours consistera à dire : « C'est interdit, tu te fais du mal ». Mais il le sait bien. La question que je dois me poser, c'est « pourquoi fait-il cela ? » Pour imiter les copains ? Pour fuir une situation de mal-être ? Il y a de multiples raisons qui peuvent conduire à la consommation de drogues. La réponse éducative va devoir s'ajuster à la compréhension qui est mienne de cette personne qui va mal.

Rappelons le premier conseil que Jean Bosco donnait à ses éducateurs. Il faut savoir que la criminalité juvénile dans les faubourgs de Turin au XIX^e siècle était bien pire qu'elle ne l'est aujourd'hui, mais il n'y avait pas les médias pour la répercuter. En fait, la grande différence entre hier et aujourd'hui, c'est que si, hier, un adolescent violait une petite fille dans un petit village des Vosges, tout le village était en émoi, tout le monde se retrouvait à l'inhumation. Et l'on se rassurait en se disant : « Heureusement, un fait comme celui-ci, ça se passe une fois tous les cinquante ans ». Et lorsque le lendemain, un adolescent tuait un petit garçon dans les Pyrénées, tout le monde était consterné, tout le monde était à l'inhumation, et tout le monde se rassurait en se disant :

« Heureusement, un fait comme ça, ça se passe une fois tous les cinquante ans ». Alors qu'aujourd'hui, avec les médias, même si vous êtes dans un village où il ne passe rien, vous apprenez qu'hier c'est un adolescent des Vosges qui a commis un viol et un meurtre, le lendemain c'est un adolescent des Pyrénées qui tue, et vous prenez peur ! Donc, ce qui a beaucoup changé, c'est la communication sur la criminalité juvénile, qui génère un état d'angoisse. Selon les chiffres, je le répète, la criminalité juvénile dans le Turin du XIX^e siècle qu'a connu Don Bosco était plus importante que celle d'aujourd'hui. Or ce premier conseil de Don Bosco, c'est qu'on laisse aux jeunes une ample liberté de sauter, courir, faire de la musique, faire du théâtre : chaque fois qu'on permet à un enfant de mettre des mots, des sons, des couleurs sur ce qu'il ressent, on fait reculer la violence. J'aime dire aux politiques que la première dimension de la prévention de la violence dans les cités, c'est la dimension culturelle. Très souvent les quartiers qui explosent sont des quartiers qui sont sous-développés sur le plan culturel. Qu'est-ce que la culture, si ce n'est le développement du partage des émotions ? Favoriser l'expression des émotions me paraît essentiel.

ii. Face à la violence comme mode d'affirmation de soi, l'important est de valoriser ces jeunes.

Il est vrai que cela peut paraître compliqué, tant leurs comportements nous heurtent, mais ce qui est important, c'est de ne jamais identifier le jeune à ses comportements ou à ses performances d'aujourd'hui. Jamais vous ne m'entendrez parler de "jeunes délinquants". Pourtant Dieu sait si les ados que m'ont confiés des juges pour enfants dans les foyers que j'ai dirigés ou bien ceux que j'ai rencontrés dans les quartiers ont commis moult délits ! Mais qu'est-ce qu'un délinquant ? Si je prends la définition du dictionnaire, un jeune est délinquant parce qu'il a commis un délit. Ça, c'est la définition. Le drame, c'est quand, dans la tête des gens, cela devient qu'un jeune commet un délit *parce qu'il* est délinquant. Les effets pervers de cette inversion de causalité sont terribles. Qu'y a-t-il de commun entre un ado de seize ans qui fait le casse d'une épicerie, et l'ado de seize ans qui agresse sexuellement une gamine de 4 ans ? Je ne vois aucun trait de psychologie commun. Bien sûr, dans les deux cas, cela reste des actes de délinquance dont ils sont responsables devant la loi, et ils répondront de leurs actes au tribunal pour enfants. Mais toute la posture de l'éducateur, qui essaie d'être fidèle au message de Don Bosco, consiste à dire : « Tu as commis un délit, ça, c'est une réalité, *et* il va falloir que tu assumes, tu vas être sanctionné ; mais, pour moi, tu n'es pas un délinquant ! Voilà pourquoi je réagis très fortement à ton écart de comportement ». Car, attention, si je lui disais " Tu es un délinquant", il trouverait normal de commettre des délits ! Je crois que lorsqu'on tient ce double discours, à la fois de respect de la personne quel que puisse être l'acte posé, mais de fermeté par rapport à l'acte lui-même, alors on va pouvoir prévenir cette violence d'affirmation de soi.

Lorsque je prononce des conférences à des parents, j'aime leur dire qu'il est complètement différent de dire à son ado : « Tu as fait une connerie » ou : « Tu es con ». Certes, il peut s'agir d'une belle connerie et il n'est pas question de le nier. Mais dans la deuxième formule, on stigmatise à partir de la connerie effectuée, on étiquette !

La meilleure stratégie de prévention, c'est de valoriser les talents. Je citerai un exemple qui a trait aux rodéos, un phénomène dangereux qui sévit dans nos cités, où des jeunes se mettent en danger et mettent en danger les autres. La réaction que nous avons eue, avec l'équipe d'éducateurs, a consisté à se dire : « Mais ils ont quand même des talents d'agilité, ces jeunes... et d'assurance sur leurs motos ! ». On a alors décidé de construire une équipe, qu'on a inscrite au championnat de France des 50 cm³. Il a fallu préparer les motos, s'entraîner, etc. Je me souviens encore de la première course comme si c'était hier. Ligne de départ... Nos deux pilotes sont partis en roue arrière, à fond de cale, et sont tombés au premier virage, et après ils n'ont pas réussi à rattraper le peloton. Le caïd a abandonné à mi-course, - je ne l'avais jamais vu en pleurs -, en disant : « Ils sont fous, là, ils sont fous ! ». Je lui ai répondu : « Tu sais, foncer tout droit en roue arrière, tout le monde peut le faire, mais négocier un virage sans perdre de vitesse, eh bien mon petit bonhomme ça demande un sacré entraînement ». Ils s'y sont mis. Et le jour où cette équipe est arrivée sur le podium, ils étaient très fiers de leur troisième place. Ils n'avaient plus besoin de faire des rodéos, puisqu'ils étaient reconnus dans leurs talents ! Donc, ce qu'il me paraît important de retenir à propos de cette jeunesse, c'est que si on veut faire reculer la violence comme mode d'affirmation de soi, il faut lui donner d'autres moyens de s'affirmer que par la violence.

iii. Et face à la troisième forme de violence, la violence comme mode d'action ?

Alors, dans ce cas, je ne connais pas d'autre stratégie de prévention que de l'interdire - rien ne doit pouvoir s'obtenir par la violence - et pas d'autre réaction que de la sanctionner. J'utilise à dessein le mot de « sanction » et non celui de « punition », car on a parfois tendance à confondre ces deux notions. Où est la différence ? Eh bien, je sanctionne un acte, alors que je punis une personne. Dans la punition, il y a toujours quelque part une volonté d'humiliation. Tel n'est pas le cas dans la sanction. Ainsi, la sanction de bonnes études, c'est la réussite à l'examen : je ne suis pas répressif en disant cela ! La sanction d'une transgression réside dans l'obligation de réparer. Mais, et là je partage complètement l'avis de Xavier, l'important, c'est de sanctionner au premier écart, mais par une sanction qui fasse sens, qui permette au jeune de prendre du recul par rapport à l'acte posé, de prendre conscience des dégâts causés par cet acte et d'être appelé à contribuer à les réparer.

Je me souviens de cette situation durant les émeutes de 2005 : j'ai eu connaissance de l'incendie d'un bus par des jeunes de Saint-Étienne. Grâce au courage du chauffeur, un drame avait été évité, puisqu'il y avait dans le véhicule une personne handicapée qu'il avait réussi à sortir à temps. Or

quand on écoutait ces jeunes sur les explications qu'ils donnaient, leur discours était révélateur : « On a parlé des jeunes de Lyon au journal télévisé d'hier en montrant des voitures incendiées (on sait qu'existe une grande rivalité entre Saint-Étienne et Lyon). Si on veut faire parler de nous, on ne peut pas se satisfaire des voitures, il faut que ça soit plus gros, sinon on ne parlera pas de nous à la télévision ». Et effectivement, on a parlé d'eux, avec cette affaire du bus incendié à Saint-Étienne. Mais combien j'aurais préféré qu'on envoie ces deux gamins en stage à Garches dans un service de grands brûlés, non pas pour soigner, mais par exemple pour faire le ménage, plutôt que de les envoyer en prison ! Ils auraient pu ainsi prendre conscience des conséquences de leurs actes... plutôt qu'aller dans un lieu où la hiérarchie est liée à l'ampleur du délit : celui qui a fait le casse d'une banque vaut beaucoup plus que celui qui a fait le casse d'une épicerie, et celui qui a commis un abus sexuel est un moins que rien. Il y a tout un code de valeurs en prison, qui est lié à la nature et à l'ampleur du délit, ce qui conduit souvent des jeunes à récidiver de manière plus grave à la sortie de prison.

Il faut donc sanctionner de façon appropriée, et j'espère qu'aujourd'hui les mesures aillent un peu dans ce sens. Mais le drame, ce sont des juges qui parfois sont dans la logique de : « la première fois, ce n'est pas grave ; ce qui est grave c'est de recommencer ». Pour tel juge, ce sera 5 fois, pour un autre 10. Je me souviens d'un jeune que j'accompagnais au tribunal pour son 12^e délit, et cette fois-là, il s'est fait incarcérer. J'ai posé la question au juge : « Mais pourquoi le 12^e et pas le 11^e ou le 13^e, d'autant que c'est quand même le 6^e qui était le plus grave ? ». Eh bien, simplement, pour ce juge-là, 12 c'était trop. Il ne supportait plus. Où est le sens ! Je me souviens d'un autre exemple, celui d'un gamin de 13 ans que j'emmène pour la première fois au tribunal pour enfants, mais qui, entre 11 et 13 ans, avait commis moult délits. Il venait de voler un booster, et avait renversé quelqu'un, heureusement sans gravité. Dans la voiture, je lui dis : « Maintenant, tu as 13 ans, c'est l'âge de la majorité pénale. Terminé, tu n'es plus un gamin, tu vas passer devant le juge pour enfants ». Mais, pour le juge pour enfants, cet adolescent était un primo-délinquant, parce que tout ce qui s'était passé auparavant n'était pas arrivé au tribunal. Il n'arrive au tribunal que les faits commis au-dessus de 13 ans. Alors le juge pour enfants de dire : « Bon, la première fois, ce n'est pas trop grave, mais surtout, tu ne recommences pas ! ». Attendez, en ne prenant aucune sanction, il était en train de fabriquer un délinquant récidiviste ! J'ai lu récemment des articles sur les juges dépassés par la réponse à donner à l'hyper-violence. Mais ce n'est pas au niveau de l'acte hyper-violent qu'on arrive à donner une réponse efficace ; cet acte-là a été précédé de bien d'autres, et c'est au premier acte violent qu'il aurait fallu réagir.

Je conclurai mon propos en soulignant combien il me paraît nécessaire de sortir notre pays de ce débat sans fin entre prévention et répression, et d'articuler à la fois une véritable politique de

prévention et une véritable politique de sanctions éducatives. N'opposons pas ces deux lignes politiques, car comme j'aime à le dire, la sanction constitue le meilleur outil de prévention de la récidive. Or, on l'a vu lors des émeutes de 2023, un certain nombre de politiques étaient prêts à tout excuser suite à la mort de Nahel. D'autres ne voyaient que les délits, sans prendre en compte la souffrance liée à cette mort. En fait, il doit s'agir, selon moi, à la fois d'écouter la souffrance et de réagir fermement à tous ces pillages et ces faits de racket. Nos politiques ont tendance à toujours vouloir s'opposer sur ce thème, alors que je crois qu'il est vraiment nécessaire d'articuler une politique de prévention et une politique de sanctions sans chercher à les opposer. Merci beaucoup à tous.

Echange de vues

Père Jean-Christophe Chauvin

Ma question concerne la première réponse à donner à la délinquance. Ce n'est pas tellement prévu aujourd'hui dans nos institutions... Or vous, vous semblez nous dire que vous avez mis en place dans votre commune un certain nombre de choses destinées à donner une réponse première à la délinquance. Est-ce que vous pouvez nous expliquer ce que vous avez fait ?

Xavier Lemoine

Il existait de par la loi en 2008 une disposition qui redonnait aux maires la responsabilité de la tranquillité publique sur leur commune, en organisant au plan local le traitement de la délinquance avec le maire, le procureur, le commissaire, et puis ensuite l'Éducation nationale, les transporteurs, les bailleurs sociaux, etc. Mais il fallait attendre qu'il y ait une qualification pénale pour que le tribunal fasse remonter la liste des délinquants et que nous puissions nous enquérir de la vie de tel ou tel jeune, compléter notre information sur son comportement, aussi bien au club de foot qu'au collège ou dans tout autre lieu qu'il fréquentait.

En raison d'un rajeunissement croissant de la délinquance, un procureur a instauré dans les années 2010 un autre groupe de travail, destiné à appliquer ce partenariat à des actes infra-pénaux. Ce procureur m'a dit : « Monsieur le Maire, je vais demander à l'Éducation nationale, à la police nationale, à la police municipale, et à toute autre institution digne de ce nom, de bien vouloir vous faire remonter tous les actes infra-pénaux de vos jeunes ». Cela allait du fait d'appuyer sur les sonnettes, de jeter du papier enflammé dans un poubelle, à traverser volontairement en dehors des clous en faisant piler les voitures, etc. Et donc nous avons dû nous aussi, dans la même opération

ainsi élargie, travailler sur le cas de ces jeunes-là. Cela passait souvent par des convocations ; on convoquait le jeune en présence des parents, éventuellement d'un membre de la fratrie ayant prise sur le jeune, et j'essayais de savoir ce qui se passait. Il faut savoir en effet que le maire a droit de convocation pour les actes infra-pénaux.

Avant la convocation, il y avait déjà une enquête assez approfondie : on essayait de savoir comment le jeune se comportait à l'école, au club de foot, dans divers endroits. Grâce à ce dispositif-là, situé très en amont, très peu d'entre ces jeunes ont été revus pour des actes de délinquance notoire, ils ont au contraire été très rapidement remis sur les rails. Donc, ces systèmes sont efficaces si, dès lors qu'on a pu identifier un jeune qui a fait des bêtises, on peut tout de suite se rassembler, savoir quelle est sa vie, car effectivement il y a les trois univers - la famille, le quartier, l'école et les autres institutions, à savoir le club de foot, le centre de loisirs ou d'autres lieux. On reçoit les informations sur la manière de se comporter du jeune, etc., et parfois la seule sanction c'est un coup de fil au club de foot : deux week-ends sans match, et c'est réglé. Nous faisons cela systématiquement.

Nicolas Aumonier

Ma question est la suivante. Avez-vous tenu ce discours à l'École nationale de la magistrature?

Père Jean-Marie Petitclerc

Je pense n'avoir jamais été invité à l'École nationale de la magistrature. Il est vrai que le discours sur la prévention de la récidive, je le tiens quand je rencontre certains juges pour enfants au cours de colloques, au cours de congrès, mais...

[...]Je pense que, grâce aux stages qu'ils effectuent, ils connaissent tout de même un peu le terrain. J'aime rappeler que chaque fois qu'on réagit de manière pertinente au premier fait de délinquance, on est efficient, alors qu'ensuite la plupart des mineurs qui sortent de prison récidivent de manière plus grave dans les six mois qui suivent. Pourtant, la solution retenue aujourd'hui consiste à les mettre en prison ou dans des centres éducatifs fermés. On est ainsi capable de dépenser entre 500 et 700 € par jour pour ceux qu'on enferme, et l'on se satisfait de cette situation. Il existe très peu d'évaluations, parce qu'en France, on est plutôt faible en ce domaine. Mais on se satisfait du fait que moins d'un tiers des jeunes ne récidivent pas dans l'année qui suit leur sortie du centre éducatif fermé. Rappelons que le coût de la prise en charge sur une année de deux jeunes en centre éducatif fermé est identique à celui d'une équipe de prévention œuvrant sur un quartier. Or, ce sont les crédits de la prévention qui sont rognés chaque année par les départements. Reconnaissons que nous vivons dans un pays qui n'a pas véritablement une culture de la

prévention, ni une culture de l'évaluation. On prend alors des mesures pour satisfaire l'opinion publique, sans que l'on se charge de l'instruire. Revenons à l'ouverture de centres éducatifs fermés : l'idée aujourd'hui développée consiste à créer un centre éducatif fermé par département, ce qui ferait une centaine en France. La capacité d'un centre, en moyenne, c'est 10 à 12 jeunes, ce qui consisterait donc en l'enfermement de 1200 jeunes. Or on recense plus d'un millier de quartiers que l'on qualifie de sensibles. A qui peut-on faire croire, dans notre pays, que le fait d'enfermer un jeune par quartier va changer quoi que ce soit dans le problème de la violence ? Or, on est prêt à dépenser entre 500 000 et 700 000 euros par jour dans un tel programme... Par contre, lorsqu'il s'agit de développer de l'action culturelle sur un quartier, il faut vraiment livrer bataille pour trouver des financements, et se mettre le plus souvent à la recherche de mécènes privés. Dans le réseau salésien, nous montons chaque année le « *Festi-clip* » : il s'agit d'un festival où chaque équipe de jeunes inscrite vient présenter un clip vidéo qu'elle aura réalisé sur un thème qu'elle aura choisi. Ce festival permet donc aux jeunes d'être ainsi valorisés, mais il est très compliqué de trouver les financements. Par contre, quand il s'agit de crédits pour enfermer les jeunes, on se situe sur une autre courbe de dépenses, toujours exponentielle.

Jean-Didier Lecaillon

Je trouve votre perspective très séduisante, mais en pratique comment peut-on la mettre en œuvre sinon en commençant par réconcilier le monde de l'école, le monde de la famille et celui de la cité ? Est-ce que vous avez des éléments de réponse concrets à ce sujet ?

Xavier Lemoine

Avant de vous répondre, si vous le permettez, je voudrais réagir sur la question des peines. Je préfère une absence de peine à une mauvaise peine, elle détruit moins. En fait c'est très compliqué, soit une peine est insuffisante, et c'est un galon de plus pour le jeune, soit elle détruit le jeune et on le récupère pire qu'avant. En sorte que si l'on n'est pas dans la proximité et dans ce travail très humain que j'évoquais, on alterne entre trop de peine, pas assez de peine, etc., et c'est un débat sans fin.

Nous avons un dispositif qui s'appelle ACTE³ : il permet à la collectivité, à la ville, de prendre en charge les collégiens exclus. C'est le collège qui décide l'exclusion, *via* le conseil de discipline ; mais pour éviter que ces collégiens soient chez eux et qu'il y ait un phénomène de "sur-accident" par l'effet de mauvaises fréquentations diverses et variées, on les confie à la Mairie. Nous, nous

³ ACTE : dispositif départemental pour lutter contre le décrochage scolaire. [//seinesaintdenis.fr/europe-international/les-fonds-europeens-soutiennent-les-projets-phares-du-departement/article/lutter-contre-le-decrochage-scolaire-en-seine-saint-denis-avec-le-dispositif](https://seinesaintdenis.fr/europe-international/les-fonds-europeens-soutiennent-les-projets-phares-du-departement/article/lutter-contre-le-decrochage-scolaire-en-seine-saint-denis-avec-le-dispositif)

agissons avec un certain nombre d'associations et de services municipaux, ceux qui s'occupent des jardins, par exemple. On essaie d'avoir des éducateurs, des agents communaux capables d'exercer un suivi un peu pédagogique. C'est exactement ce que disait le père Petitclerc tout à l'heure : il s'agit de valoriser le jeune, de lui montrer qu'il est capable, qu'on ne l'enferme pas dans la faute qu'il a faite au collège, et de lui montrer des parcours professionnels variés. On lui confie une petite responsabilité en fonction de ce qu'il peut faire, et à la fin on le remercie. Ces gamins qui entrent dans le dispositif ACTE, il y en a qui récidivent, oui, dans des cas lourds (mal-être au collège et autres), mais pour la plupart d'entre eux, ils reviennent en disant : « Ouais, c'était pas mal, et vous m'avez sauvé ! ». À un moment donné, il y a eu sur leur chemin un adulte qui a porté sur eux un autre regard, comme vous l'avez parfaitement dit, père Petitclerc. Et c'est très efficace.

Alors, pour répondre à votre question, comment réconcilier les trois lieux de vie ? On va commencer par l'idée de *mixité* dans l'urbanisme et l'architecture de l'espace public. C'est-à-dire que c'est vous qui donnez le ton de la cité, parce que vous allez faire un urbanisme d'architecture de l'espace public fondé sur la propreté, la présence de proximité, la présence policière, le respect des biens et des personnes. Et vous faites le Projet Educatif Local avec la CAF, l'Éducation nationale, la ville de Montfermeil, les associations sportives, les associations culturelles, des associations diverses et variées - vous pouvez rajouter l'ASE, la PJJ⁴ et tout ce que vous voulez.

Par tranches de trois ans, on met au point ce qu'on peut exiger de la part des enfants, et ce qu'on doit leur apporter ; on voit comment replacer à chaque fois les parents dans leur rôle de premiers éducateurs ; et s'ils sont en difficulté, on examine quelles aides on peut leur proposer. Quand, dans les cellules de veille dont je vous parlais tout à l'heure, on a le principal du collège qui dit : « Tel jeune, c'est ça, ça et ça » ; quand l'ASE ou le service municipal, ou le centre de loisirs, ou le service jeunesse, dit : « Ce jeune, c'est ça, ça et ça », vous avez déjà un certain nombre de gens qui ont pu échanger, qui ont vu comment ce jeune se comportait, et comment chacun peut lui apporter, à lui ou à son environnement, ce dont il a besoin. Parfois, pour tel jeune, c'est la famille qui dysfonctionne, parce qu'il y a un problème d'incarcération d'un des parents. Peu importe : on va au-delà du jeune, on va dans l'environnement familial. Dès lors que ces différentes sphères communiquent entre elles, il y a des solutions.

Nous passons notre temps à cela ; ça représente du personnel, des budgets importants, mais les communes ont avantage à procéder de la sorte, car ce travail de prévention, d'éducation et d'accompagnement correspond à de la délinquance et de l'échec scolaire en moins. Cela permet de tirer de ces jeunes le meilleur d'eux-mêmes et d'éviter des violences sous diverses formes. C'est notre intérêt bien compris. De plus, c'est avalisé par l'Etat, c'est dans la loi, cela entre dans le cadre

⁴ Aide Sociale à l'Enfance et Protection Judiciaire de la Jeunesse

de la politique de la ville, donc nous n'avons pas inventé grand-chose. On y met beaucoup de cœur, et le jeune et les parents entendent la même chose, de même qu'au collège, à l'école, au centre de loisirs, au club de foot, etc. Ainsi se crée une ambiance qui permet de réconcilier ces univers. Car effectivement, s'ils étaient dissociés, ce serait du pain bénit pour ceux qui voudraient se réfugier dans la délinquance.

Père Jean-Marie Petitclerc

Il me semble que l'outil à développer, c'est celui de la **médiation**. Car il existe parfois un fossé entre les valeurs de la République et celles ayant cours dans le quartier, entre la culture des institutions et celles des familles. En France, on est un peu pauvre dans le domaine de la médiation. Le médiateur, c'est celui qui est capable de connaître à la fois le discours de la famille et le discours des institutions, et qui les fait communiquer par son entremise. Je suis souvent intervenu dans des collèges de Seine-Saint-Denis, où existaient parfois de gros affrontements entre parents et enseignants, le dialogue s'avérant difficile. J'aimais commencer par dire : « La première chose, c'est que l'enseignant soit persuadé que ce que veut le parent, c'est le meilleur pour l'enfant, et que le parent soit convaincu que ce que veut l'enseignant, c'est le meilleur pour son enfant. Commencez par vous persuader de cela ! Si effectivement vous êtes convaincu que ce que veut le parent, c'est le meilleur pour l'enfant, et que ce que veut l'enseignant, c'est le meilleur pour l'enfant, alors certes il peut y avoir parfois des différences d'appréciation sur le chemin à emprunter, mais on pourra avancer ensemble. Le problème qui se pose en termes de communication, c'est que le parent pense parfois que l'enseignant ne veut pas le meilleur pour son enfant, parce qu'il veut l'envoyer dans telle ou telle filière ; et de son côté l'enseignant pense que le parent ne veut pas le meilleur pour l'enfant, parce qu'il n'écoute pas ses conseils. Donc la question qui se pose, c'est : comment, pour rétablir le dialogue, retrouver cet objectif commun ?

Dans le quartier, j'observe les difficultés du dialogue avec les jeunes, mais j'entends aussi des grands jeunes me remerciant d'avoir évité à leur petit frère de tomber dans les mêmes ornières qu'eux. Ces mêmes grands jeunes qu'il est difficile d'accompagner nous disent : « Si vous aidez mon petit frère à réussir, on vous soutient ». Et là aussi, il faut être capable de considérer que ce grand jeune, même s'il a un comportement délictueux, peut parfois être de bon conseil pour le petit frère. Et il se sent reconnu, quand on lui dit : « Tiens, ce que tu fais pour ton petit frère, c'est vraiment important... ». Il est important, dans l'action menée auprès du plus jeune, de se faire un allié du plus grand !

La méthodologie que nous avons mise en place, au Valdocco, consiste à rencontrer les gamins dans la rue, puis à leur dire qu'on peut aussi les aider sur le plan de l'école, et là, à demander aux

parents de se déplacer dans nos locaux pour inscrire leur enfant dans notre service d'accompagnement éducatif et scolaire, en leur disant combien on a besoin d'eux pour soutenir leur enfant. En effet, bien souvent, la difficulté n'est pas que d'ordre scolaire. Le premier facteur d'échec scolaire, ce n'est pas un déficit d'intelligence, comme vous le disiez, Xavier, le premier facteur d'échec scolaire c'est un déficit d'attention et de concentration, et celui-ci est bien souvent lié à des préoccupations familiales tellement importantes.

La démarche éducative du Valdocco est bien résumée par cet enfant, qui racontait qu'il avait rencontré les éducateurs en jouant, et puis qu'il avait été invité à participer au soutien scolaire ; il pensait au départ que ce n'était pas possible, mais il est venu voir, et ensuite il a réussi à faire venir ses parents, et le voilà qui participe maintenant à toutes les activités de l'association. Le lien se noue avec les aînés, qui ne vont pas nous ennuyer lorsqu'on s'occupe des petits frères, et avec les parents qui vont s'intéresser à sa progression sur le plan scolaire. Il s'agit effectivement d'un maillage à réaliser : tel est le grand projet du Valdocco.

Je crois ainsi que l'essentiel consiste à développer la fonction de médiation. Or, c'est un métier qui n'est pas encore vraiment reconnu. Existes des diplômes de niveau 5 dans le sanitaire, des diplômes de niveau 5 dans l'animation, mais pas dans le travail social, ce qui serait nécessaire pour le médiateur. C'est un atout pour les agents de médiation sociale de connaître la culture du quartier, mais c'est insuffisant : encore faut-il qu'ils se forment à la médiation, ce qui nécessite du temps. La médiation sociale dans notre pays, nous l'avons lancée avec Pierre Cardo⁵ en 1992, on était les pionniers en ce domaine. Mais trente ans après, il faut encore se battre pour que ce métier soit reconnu, qu'il soit pleinement reconnu, sans être limité à des dispositifs d'aide à l'emploi. Certes des erreurs ont parfois été commises par des médiateurs. Mais comme vous le disiez, il y a des policiers qui parfois ne sont pas à la hauteur de leur tâche et font des bourdes : on ne va pas pour autant remettre en cause le rôle de la police. Alors que lorsque certains médiateurs n'étaient pas à la hauteur de leur tâche et ont commis des bourdes, on a aussitôt eu tendance à remettre en cause le métier de médiateur.

Emmanuelle Hénin

Je voulais simplement dire qu'on peut harmoniser les discours entre l'école, la famille, etc. Mais si dans la famille c'est la *charia* qui prévaut et qu'on dit que les hommes et les femmes ne sont pas égaux, qu'il faut battre sa femme, etc., ce n'est pas toujours faisable.

Xavier Lemoine

⁵ Député français entre 1993 et 2010, maire de Chanteloup les Vignes à l'époque du lancement.

Cela peut arriver, et l'on essaie alors d'entourer au maximum les gamins, de les garder dans les dispositifs d'après école, on essaie de les mettre au service Jeunesse, dans les sorties, etc. Nous sommes très proactifs, il y a un certain nombre de dispositifs par lesquels on essaie de les récupérer, à partir de réalités familiales qui sont ce qu'elles sont. Mais il n'y a pas seulement certaines familles, il y a aussi la force des réseaux sociaux sur ces questions-là. Les jeunes, sur les réseaux sociaux, voient, regardent ou écoutent par eux-mêmes. Dans les affaires de départs en Syrie, on a eu un certain nombre de jeunes qui sont partis en suivant davantage le mouvement sur les réseaux sociaux et le sentiment de beaucoup de leurs camarades.

Donc, tout ce que je vous ai dit et les résultats que l'on peut obtenir, ce sont des réalités, je l'ai constaté dans ma ville. Mais pour certains de ces résultats, je sais que les soubassements profonds sont extrêmement fragiles et que si la grande Histoire arrive trop brutalement dans la petite histoire locale, tout ceci peut basculer. J'ai achevé mon propos tout à l'heure sur ce constat, et je connais cette fragilité, parce qu'effectivement le soubassement culturel de la commune est beaucoup plus friable et beaucoup plus en dialectique qu'il n'y paraît à première vue. On a pu le mesurer au moment de la mort de Nahel en portion très réduite.

Dominique de Legge

Merci beaucoup pour vos interventions. Trois réactions très rapidement.

La première, vous avez parlé de crédibilité du porteur d'autorité. Et je voudrais relier cette remarque à ce que disait Xavier Lemoine lorsqu'il comparait les résultats des élections municipales et des élections législatives. Il est intéressant de noter que le maire - c'est une bonne nouvelle - a une autorité toujours crédible en tant que tel, parce qu'il habite sur place, on le connaît, on mesure concrètement son action.

Ensuite, dans ce que vous avez évoqué, quelle crédibilité pour nos forces de l'ordre, et quelle est la crédibilité du juge ? Personnellement je suis quand même frappé, même si l'on peut hésiter à le dire, de voir que les juges aujourd'hui ne manifestent plus beaucoup le sens du droit mais font un peu, peut-être trop, de morale, quand ils ne vont pas jusqu'à vouloir se substituer au travailleur social. Alors que si chacun faisait son travail, ce serait peut-être aussi bien.

Et puis, dernière réflexion, vous avez évoqué, Père, la culture, et je ne pense pas trahir les propos de Xavier Lemoine lorsqu'il a parlé d'urbanisme. Si l'on parle de réconciliation, il y a la réconciliation dans l'espace, à laquelle effectivement l'urbanisme contribue énormément. Il y a aussi une réconciliation dans le temps et je vais évoquer là une expérience qui fut la mienne lorsque j'étais aux Affaires sociales à la mairie de Paris. En fait, chaque structure a tendance à vouloir développer son propre travail social et sa propre approche. Alors, je voyais l'assistante sociale de la Caisse

d'allocations familiales, l'assistante sociale scolaire, l'assistante sociale du service départemental, l'assistante sociale de la protection judiciaire, de la police de l'enfance, mais ce n'est pas ça la question. Il s'agit toujours du même jeune, et celui-ci se joue de cette multiplication des intervenants qui vient diluer l'autorité et la crédibilité. Donc je pense qu'il y a un travail à faire, et que la réponse n'est pas dans la multiplication des intervenants, mais au contraire, à mon avis, dans une approche beaucoup plus large, en partant des enfants et des jeunes et non pas en partant de la structure.

Père Jean-Marie Petitclerc

Je suis pleinement d'accord avec vous. La crédibilité, c'est en premier lieu la crédibilité personnelle, fondée sur la cohérence entre le « dire » et le « faire » de la personne qui exerce une fonction d'autorité. Mais c'est aussi la crédibilité de l'équipe, la cohérence entre les différents partenaires. J'ai souvent pu établir une corrélation entre le niveau de violence d'un enfant ou d'un adolescent et le niveau d'incohérence des adultes qui l'accompagnent sur son itinéraire de croissance. Combien certains sont habiles à jouer l'un contre l'autre ! Je me souviens d'une famille qui était suivie par douze travailleurs sociaux. Elle avait trouvé l'art, chaque fois qu'elle en rencontrait un, de lui dire que tous les autres intervenants ne comprenaient rien à rien à sa situation, et que seul celui-ci comprenait ses problèmes, et le voilà qui se sentait gratifié par de tels propos. Mais ce discours, elle le tenait à chacun ; ainsi, en manipulant tout son monde, puisque personne ne se concertait en allant la voir, elle obtenait tout ce qu'elle voulait. On sait aussi combien les jeunes savent se glisser dans les failles. Combien il est nécessaire de travailler cette cohérence !

Il me semble que si aujourd'hui le maire est le personnage politique le plus reconnu, c'est qu'il paraît crédible aux yeux de ses concitoyens, grâce à la cohérence entre son « dire » et son « faire ». Mais ce devrait être le cas pour tous ceux qui exercent une fonction d'autorité.

Je prends souvent l'exemple suivant. Vous savez que notre pays, la France, détient le record d'Europe de consommation de tabac, voire de cannabis puisque très souvent le jeune ne touche au cannabis qu'après s'être essayé au tabac. Mais combien de fois il m'arrive d'entendre ce discours surréaliste entre un collégien à qui on interdit de fumer lorsqu'il rencontre son enseignant ou son éducateur en train de fumer. Bien sûr, le jeune lui pose alors la question : « Pourquoi vous fumez, alors que moi je n'ai pas le droit ? ». Réponse de l'adulte : « Toi, tu es petit, tu es mineur, tu es sous ma responsabilité, tu n'as pas le droit de fumer. Moi je suis grand, je suis majeur, j'ai le droit de fumer ». Ayons conscience que ce type de réponse est terriblement incitatif pour la consommation de tabac ! Ce que veulent nous prouver nos ados - et pour cela, ils adoptent parfois des stratégies sinueuses auprès de leurs parents et de leurs enseignants -, c'est qu'il ne faut plus qu'on les considère comme des petits mais comme des grands. C'est la stratégie de tout ado. Et voici que l'adulte lui

présente le tabac comme l'attribut du grand ! Alors des collégiens de 6ème se mettent à fumer, non pas parce que ça leur fait plaisir, car ça les fait tousser, mais parce que ça les pose comme grands. Et où ont-ils appris cela ? Ce n'est pas inscrit sur le paquet de cigarettes, où il y a d'autres images ; ils l'ont appris par le discours des adultes, qui n'ont cessé de leur dire : « Toi, tu n'as pas le droit parce que tu es petit, moi, j'ai le droit parce que je suis grand ». Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'un enseignant fumeur est un mauvais enseignant. Mon prof de sciences physiques en Terminale, qui m'a fait largement progresser, était un fumeur invétéré. Mais le seul discours à tenir consiste à dire : « Moi j'aurais préféré, quand j'avais ton âge, avoir des éducateurs plus attentifs ; alors, j'ai pris ce mauvais pli, et maintenant je n'arrive pas à m'en débarrasser ». Le jeune est capable de comprendre que l'éducateur qu'il a en face de lui n'est pas paré de toutes les qualités. Mais si on interdit de fumer au gamin, ce n'est pas parce qu'il est petit, c'est parce que c'est mauvais pour ses poumons, et c'est tout aussi mauvais pour les poumons du grand que pour les poumons du petit. C'est à mes yeux cette incohérence qui conduit notre pays à détenir le record d'Europe de consommation de tabac chez la jeune génération. C'est impressionnant. On a également la législation la plus ferme d'Europe sur l'usage du cannabis, et on détient le record de consommation. Il faut tout de même se poser la question de savoir comment on en est arrivé là. Pour moi, la cohérence de l'adulte est au cœur du problème.

La cohérence, ce n'est pas l'exemplarité. Si les enfants devaient attendre que les adultes soient exemplaires pour qu'ils entreprennent leur mission éducative, ils risqueraient d'attendre longtemps. J'en suis le premier témoin. Je peux, suite à un état de fatigue ou de préoccupation trop important, adopter telle posture ou prononcer tel mot un peu décalé par rapport aux principes pédagogiques de Don Bosco dont je me fais le chantre ! A ce moment-là, l'enjeu c'est de reconnaître son erreur. Parfois les gens pensent que pour sauver leur autorité, il ne faut jamais reconnaître leurs erreurs. Or, on a tous droit à l'erreur. Si vous ne la reconnaissez pas, vous perdez votre crédibilité. La cohérence, c'est de reconnaître : « Là, tu vois, mon *faire* n'a pas été à la hauteur de mon *dire*, - dont acte, et je te prie de m'excuser - mais sache que le *dire* que je te dis, c'est aussi le *dire* que je m'impose ». Autrement dit, il n'y a pas d'écart entre le discours pour toi et le discours pour moi. Et puis, si quelquefois on n'est pas parfait, moi le premier, ce n'est pas grave.

Il est des politiques qui ne veulent reconnaître aucune erreur, sur les décisions qu'ils ont prises, car ils pensent que cela pourrait saper leur autorité. [...]

Marie-Joëlle Guillaume

Xavier, j'aimerais pour ma part que vous expliquiez la manière dont vous vous y prenez en tant que maire pour unir au plan culturel des mondes très différents, en nous décrivant un peu les initiatives de Montfermeil depuis un certain nombre d'années dans ce domaine.

Xavier Lemoine

Je vois la culture comme étant la clef de voûte qui donne sens et pérennité aux quarante métiers qu'un maire exerce sur sa commune. C'est le premier élément. J'ai beaucoup aimé la définition de Jean-Marie Petitclerc sur la culture comme développement d'un langage émotif partagé. Il y a aussi la culture comme mixité, comme expression profane d'un culte. Et puis, j'aime bien la réponse de Churchill au moment du bombardement de Londres, lors de la Seconde guerre mondiale. On avait un peu plus d'argent qu'aujourd'hui pour la culture et il était question de supprimer ces crédits en raison de la guerre. Et Churchill avait répondu en substance : « Mais alors, pour quoi nous battons-nous ? ».

J'ai fait allusion tout à l'heure au défilé *Culture et création*. Il m'avait été proposé par ma première adjointe au lendemain des émeutes de 2005, où nous avions une ville qui avait brûlé, des quartiers qui avaient peur, et toutes les télévisions du monde qui en avaient rapporté des images. Elle m'a dit : « On va faire un défilé de mode ». J'étais perplexe, mais elle ajoute : « C'est l'expression du corps en public ». Je commençais à comprendre, je lui réponds néanmoins pour la taquiner : « Du string à la burka avec toutes les nuances intermédiaires ? ». En fait, le défilé de mode n'était pas en soi si incongru, parce que derrière cette suggestion il y avait la reconnaissance de l'autre. L'argument de mon adjointe, à l'époque, était celui-là : « Ecoute, Xavier, tu dis souvent dans tes discours que de la connaissance vient la reconnaissance, et la reconnaissance dans les deux sens du terme : je te reconnais une existence, une originalité, une autonomie, ce que tu es ; et, deuxième sens, je te suis reconnaissant de ce que tu m'apportes par l'expression de ta différence ». Effectivement, il y a vingt ans, je disais cela très souvent.

On a donc décidé de calquer le défilé de mode sur ces paroles-là et de faire un défilé en deux temps. Premier temps, chaque communauté défile en habits traditionnels : « En quoi suis-je heureux et fier de me faire connaître, de me faire reconnaître des autres au regard d'une histoire qui a pris naissance ailleurs, en dehors du territoire français ? ». Si l'on en restait là, on pourrait m'accuser de favoriser le communautarisme. Ce n'est pas trop le style de la maison, d'où la deuxième partie : « Création originale de vêtements à partir d'une idée donnée par la commune ». La première année, nous avons pris les noms des rues du quartier qui avait brûlé ; ça tombait bien, c'étaient ceux de Cézanne, Picasso, Degas, Monet, Utrillo, Vlaminck, etc. Il faut voir ce que cela signifie quand, parmi les personnes qui se présentent pour participer à l'événement, vous avez par

exemple une personne Sénégalaise particulièrement investie dans la vie du quartier. Elle se précipite à Paris, par exemple au musée Picasso pour savoir ce qu'avait fait Picasso, sa vie, etc., et cette personne travaille là-dessus pour vous restituer ce qu'elle a compris de Picasso, avec sa sensibilité, son génie propre. Et tout le monde fait l'effort de prendre à bras le corps des éléments importants de la culture occidentale pour pouvoir les travailler, les restituer, avec le supplément qu'ils y mettent par ce qu'ils sont. Nous avons choisi d'autres sujets au fil des ans : l'Arc de Triomphe, la Tour Eiffel, Notre-Dame de Paris bien sûr, il y avait même la basilique du Sacré-Cœur. Nous avons fait également le Défilé sur le thème des *Quatre éléments*, mais avec le tableau de Michel-Ange montrant la main du Père et la main de l'homme, pour remettre tout cela dans la perspective d'un Créateur et d'une créature. Nous avons pris le thème de la musique, de Bach à Sibelius, avec des morceaux de musique pour la découverte du patrimoine classique, qu'ils avaient commencé à découvrir quand nous avions réalisé un thème sur les *Quatre saisons* avec la musique de Vivaldi, etc., etc.

Et alors, j'ose dire le mot, lorsqu'on *communie* autour du beau, on ne se croise pas ensuite dans la rue de la même manière. On a été reconnu dans son originalité. Une fois que j'ai été reconnu, je n'ai plus besoin de "gueuler" qui je suis, puisque de toute façon j'ai eu l'occasion de dire qui j'étais et que j'ai été reconnu comme tel. On apaise ainsi la revendication identitaire. Et une fois que je suis apaisé, je peux parfaitement m'emparer d'une culture, d'éléments de culture qui me sont relativement étrangers. [...]

Jean-Didier Lecaillon

J'aimerais savoir comment vous réagissez quand les jeunes brûlent des bâtiments. Vous parlez beaucoup de l'importance de l'urbanisme que les habitants peuvent s'approprier. Mais en même temps ils le détruisent ! Peut-être que la presse exagère le nombre de maisons de jeunes, de bibliothèques, de médiathèques, qui ont brûlé, mais celles-ci avaient été justement construites pour eux.

Xavier Lemoine

Si vous faites référence aux émeutes de 2023, suite à la mort de Nahel, je vous dirai la grande différence qu'il y a avec celles de 2005. En 2005, elles sont venues véritablement de l'émotion créée par la mort de Zyed et Bouna dans le transformateur. La violence a été circonscrite aux villes de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil dès le premier jour, et les troubles étaient en nette décrue le quatrième soir. C'est alors, malheureusement, qu'il y a eu la grenade lacrymogène qui a explosé à côté de la mosquée, etc. La donne a changé à ce moment-là. Tous les jeunes de la zone pavillonnaire sont sortis en disant : « C'est la guerre, c'est la guerre, ils ont attaqué l'islam ». Et ensuite, cela s'est

répandu partout en France parce qu'il y avait un mobile commun. Pour Zyed et Bouna, le mobile était commun aux Montfermeillois et aux Clichois seulement, c'étaient des jeunes que le quartier connaissait, mais ce n'était pas le cas pour toute la France. C'était une émotion, et sans l'accident de la mosquée elle aurait été circonscrite.

En 2023, les choses ont été différentes. Nahel a été un prétexte, car je peux vous dire que le soir des premières émeutes il y avait dans chacune de nos villes (dans toutes les villes de Seine-Saint-Denis, mais partout, dans toute l'Île de France aussi bien qu'en province, à Aubervilliers aussi bien qu'à Laval) le même dispositif. J'ai pu échanger très précisément à ce sujet avec bon nombre de mes collègues maires parce que nous étions invités à l'Elysée et que nous nous connaissons suffisamment pour en parler sans détours : il y avait des camions qui stockaient les mortiers le premier soir, des mortiers et des cocktails Molotov le second soir. Il y avait des petites voitures qui faisaient la livraison sur les théâtres d'opérations, et des scooters rapides conduits par des gens répartis en équipes mobiles à travers leurs boucles de réseaux sociaux : ils développaient une vraie stratégie et une vraie tactique pour scruter les rues et fixer les forces de l'ordre, les pompiers, etc. En outre, cette fois-ci, j'avais 100 jeunes en face de moi, il y en avait 40 qui étaient de Montfermeil, que je connaissais, mais il y en avait 60 qui venaient de loin, et même de très loin, plutôt âgés, bien aguerris, très organisés.

Dans ces émeutes, il y a eu l'extrême gauche, il y a eu les services algériens, et il y a eu des ONG style Soros, etc. Cela a duré deux jours avec cette logistique, puis nous avons eu face à nous la délinquance locale. Les deux premiers jours surtout ont été extrêmement violents, et en quatre jours d'émeutes ils ont fait 1 milliard 450 millions de dégâts alors que, en trois semaines en 2005, on avait eu 350 millions de dégâts. Vous voyez le saut accompli ! Mais le pire, c'est que cela peut recommencer demain. Toute la logistique est prête, tout le dispositif est prêt.

Mais, je vous l'ai dit, il n'y avait que 100 jeunes devant nous (bien moins qu'en 2005, où ils étaient plusieurs centaines) : 40 de la cité, 60 venus de l'extérieur. Pas un seul autre jeune n'a bougé ; mieux, certains nous ont aidés, et la population de toute manière nous a téléphoné pour nous donner des renseignements : « Attention, là ils ont mis une bouteille de gaz dans la poubelle qui est en train de brûler à côté du poste de police », etc. On a pu vérifier sur un certain nombre de villes, que, hormis une délinquance très structurée, très organisée et avec une vraie stratégie, la population n'a pas bougé. En revanche, c'est bien une stratégie guerrière qui a été développée par les émeutiers : sur quels sites on va, comment on fixe les forces de l'ordre et les pompiers, et quand ils sont fixés, comment on ferme l'accès du commissariat par un rideau de poubelles brûlées, comment on se place, tout le monde étant fixé, les forces de l'ordre ne pouvant plus sortir ou rentrer pour les renforts. Et c'est ainsi que l'on va attaquer l'Hôtel de ville de Montfermeil, pendant toute une nuit.

Cette nuit-là a été extrêmement violente. Mais, je l'ai vérifié, parmi les jeunes gens il n'y en avait que 40 de Montfermeil, les autres se sont tenus impeccables et nous ont plutôt aidés. Seulement voilà : "post-Gaza", cela ne marche plus. C'est la raison pour laquelle je dis que la petite histoire, certes, a sa valeur, mais que la grande Histoire peut tout balayer. C'est la difficulté devant laquelle nous sommes, et dont j'ai tout à fait conscience.

Séance février 2025